Congrès du Parti socialiste : la politique du touche-à-tout

Autor(en): **Imhof, Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 923

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1018350

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

CONGRES DU PARTI SOCIALISTE

La politique du touche-à-tout

(*pi*) On peut être centenaire et immature: le Parti socialiste nous l'a prouvé, à son congrès de Zurich, en décidant de soutenir le référendum qui sera lancé par la Communauté d'intérêt du vélo (IG Velo) et l'Association suisse des transports (AST) contre l'ouverture de toutes les routes suisses aux camions de 2 m 50. Rappelons que, pour l'instant, seules les routes principales et la plupart des localités leur sont autorisées — ce qui représente le 80% du réseau —, les routes secondaires n'étant destinées qu'aux véhicules jusqu'à 2 m 30 (voir DP 899). Mais le Parlement a décidé de s'aligner sur la norme européenne.

Comme lors de l'assemblée des délégués de l'AST à Glaris, qui devait prendre position au mois de juin sur le même objet, le vote a clairement opposé Romands et Alémaniques. Les premiers, partisans d'une politique pragmatique, sont mis en minorité par les seconds, fondamentalistes, qui n'hésitent pas à introduire la démagogie dans leur argumentaire: des camions plus larges mettront en danger nos enfants et l'ensemble de la communauté cycliste... alors que les localités, on l'a vu, sont déjà ouvertes aux camions larges (les véhicules modernes des transports publics mesurent tous 2 m 50).

Les socialistes prétendent soutenir le trafic combiné, mais lui refusent les moyens techniques de se généraliser: les conteneurs mesurent 2 m 42 et les palettes 1 m 20 sur 80 cm, normes incompatibles avec une largeur limitée à 2 m 30. Oubliée aussi la vision d'un combat à long terme: le lobby routier et les camionneurs pourront, sans grands efforts, mettre en avant la naïveté et l'inadéquation du combat écologique alors que le Conseil fédéral, en cas de refus du référendum par le peuple, aura bien du mal à maintenir une position ferme sur la limite — utile, celle-là — des 28 tonnes.

Plus grave encore: en polarisant le débat écologique sur le trafic, les Verts risquent de rendre ce thème impopulaire, et en délaissent d'autres, tout aussi importants, sur lesquels une majorité pourrait se dégager dans la population: l'énergie, l'alimentation, la gestion des déchets, l'agriculture, etc.

Mais les Verts alémaniques veulent en découdre avec les routiers. Ils risquent bien, à la longue, de mettre groggy le mouvement dans tout le pays. ■

ZAFFARAYAS

Enfer ou terre promise ?

(cfp) Les adhérents et les sympathisants de Zaffaraya continuent d'agiter Berne. Leur dernière tentative de retourner sur le terrain d'où ils avaient été expulsés a abouti à l'offre, provisoire, d'un lieu de campement vide en hiver. Il est situé sur le territoire de la commune de Köniz, sur la rive gauche de l'Aar, en face du Parc zoologique du Dählhölzli, au pied d'un quartier de villas. Cependant, l'essentiel n'est pas l'emplacement, mais la vision du monde que se font ces «enragés». De l'extérieur, on cherche parfois à les dépeindre comme des révolutionnaires qui s'acharnent à démolir cet état de droit, si cher aux nantis désireux de conserver tous leurs privilèges. C'est ainsi que l'*Entente bernoise*, une création de milieux d'affaires de la ville fédérale, a publié une étude où l'on pourrait s'imaginer être en face d'un complot auquel participent des enseignants, la gauche, des animateurs culturels, les Eglises, des journalistes de la presse écrite et, pour dominer le tout, l'hebdomadaire *WochenZeitung*. On a déjà trop lu de documents semblables contre tout ce qui bouge, pour attacher beaucoup d'importance à ce bilan intermédiaire, comme le nomment ses auteurs.

En revanche, la *Berner Tagwacht*, de gauche, a publié un témoignage poignant d'un marginal qui assume entièrement sa condition et qui ne s'est pas senti à l'aise dans l'ancien Zaffaraya, où il a passé quelque temps. Il a déploré les rapports internes, où la brutalité et le sans-gêne ainsi que le «machisme» jouent un rôle important. Il a regretté la conception approuvant le vol comme moyen de subsister. Il a constaté, en outre, que beaucoup de «zaffarayens» pouvaient trouver à se loger chez leurs parents où chez des amis, chaque fois qu'ils en avaient envie. Les enfants d'ouvriers étaient minoritaires et la majorité des participants étaient issus de «bonnes familles», comme on dit communément.

Inutile de préciser que des porte-parole de la communauté ont protesté contre ce témoignage, alors que son auteur est un vrai marginal, sans être un clochard, qui dort plus souvent à la belle étoile, sur le Gurten, colline dominant Berne, que dans la mansarde où il se réfugie quand il en sent le besoin.

Zaffaraya nous interpelle, car ses adhérents ne trouvent pas dans notre société la place qu'ils aimeraient y trouver. Comment la leur donner et qui s'en chargera? Un problème de société de plus à résoudre auquel la répression n'est pas la réponse adéquate. ■

EN BREF

L'Hôtel du Parc, à Beatenberg dans l'Oberland bernois, a fermé ses portes. Depuis 1963, il appartenait au *Land* allemand de Hesse. Le changement de majorité a justifié un changement d'attitude. Le nouveau gouvernement démo-chrétien, qui a succédé aux socialistes, vend 1800 propriétés de l'Etat, dont le Parkhotel Post.

L'UBS a installé un restaurant français dans son immeuble de la Kuttelgasse 15, à Zurich. La société d'exploitation, constituée à cette occasion, est formée, par tiers, par le restaurateur, une maison de vin et l'UBS. Un directeur de cette banque préside le conseil d'administration.